

Série 'Vers une politique de sécurité et de paix au XXI^{ème} siècle'
Sous-série 3 - 'Préparer une défense civile non-violente'
Diaporama n° 8

8 - Histoire et actualité du concept de DCNV et de la recherche à ce sujet

Étienne Godinot

20.12.2024



Institut de recherche sur la
Résolution
Non-violente des
Conflits

Rappel : ce diaporama fait partie de la sous-série
3 - 'Préparer une défense civile non-violente'
qui fait elle-même partie de la série '**Vers une politique de
sécurité et de paix au XXI^{ème} siècle**' sur irnc.org

Histoire et actualité du concept de DCNV et de la recherche à ce sujet

Sommaire

- 1 - Histoire du concept de défense civile non-violente
- 2 - Quelques points de vue de militaires sur l'ouvrage *La dissuasion civile* en 1986
- 3 - Une initiative de 33 organisations dans 12 pays d'Europe en 2020 pour promouvoir les alternatives non-violentes de défense
- 4 - La recherche sur la DCNV aujourd'hui
 - Le colloque de Bielefeld en sept. 2024
 - Le n° de la revue *Alternatives non-violentes* sur la DCNV en décembre 2024

1) Histoire du concept de défense civile non-violente



Les diapositives de ce § 1 sont la reprise d'un texte d'Alain Refalo publié en 2024 dans le n° 213 de la revue *Alternatives non-violentes* consacré à "La Défense civile non-violente", ici complété par quelques autres apports.

L'idée de défense civile non-violente, en tant qu'alternative à la défense militaire classique, a déjà une longue histoire. Elle a connu plusieurs étapes, ici retracées, et s'est nourrie de l'expérience des luttes et des résistances civiles au 20^e siècle. Elle a réellement pris son essor à une époque, les années 1960, où la course aux armements nucléaires commençait à faire peser de graves menaces sur la paix dans le monde. De nombreux ouvrages et travaux de recherche ont vu le jour, des conférences internationales ont été organisées et des gouvernements, en Europe, ont marqué leur intérêt pour cette stratégie de défense. Voici un panorama international de cette histoire, comprenant un focus sur la France.



Images :

- [Alain Refalo](#), né en 1964, enseignant, membre de l'IRNC, auteur de nombreux livres sur la non-violence dont *Le paradigme de la non-violence. Itinéraire historique, sémantique et lexicologique* (2023).
- Le numéro 213 de la revue *Alternatives non-violentes* (décembre 2024)

1852 : L'émergence de l'idée

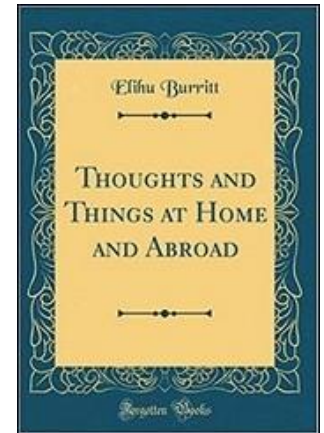
L'idée d'une défense collective non-violente (sous diverses appellations) date très certainement du milieu du 19^{ème} siècle. Le premier à l'évoquer est Elihu Burritt (1810-1879), un activiste social abolitionniste et pacifiste étatsunien.

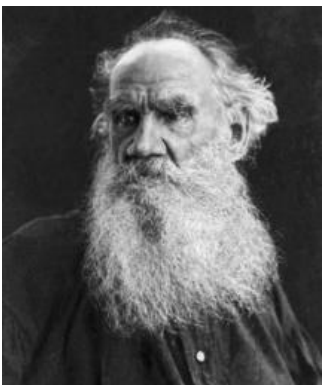
Dans son traité sur *Le pouvoir de la résistance passive* (1852), il exprime sa conviction que cette forme de lutte constitue « *une puissance irrésistible lorsqu'elle s'oppose à l'oppression, qu'elle vienne de l'étranger ou de l'intérieur* ». Il précise que la nation en butte à une agression extérieure « *défend son territoire, ses règles, son honneur et sa dignité par la seule force de sa volonté, et triomphe* ».

Images :

- **Elihu Burritt** (1810-1879), activiste social abolitionniste et pacifiste étatsunien, qui sera nommé par le président Lincoln consul des États-Unis en Angleterre à Birmingham (de 1865 à 1870).

- L'ouvrage d'Elihu Burrit *Thoughts and things at home and abroad* (1852) comprend un chapitre *The power of the passive resistance*. Dans son ouvrage *Le paradigme de la non-violence* (2023), Alain Refalo montre que l'expression « résistance passive », longtemps et partout utilisée, est un oxymore, et qu'une résistance ne peut être qu'active.





1885 : Léon Tolstoï

L'écrivain russe Léon Tolstoï, dont les écrits spirituels et politiques ont fortement influencé Gandhi, a l'intuition d'une résistance non-violente face à une invasion dans sa nouvelle *Ivan l'imbécile* (1885).

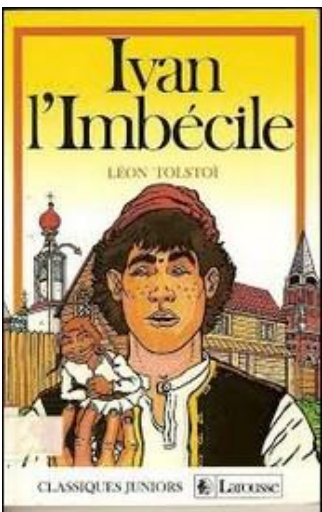
Dans le royaume d'Ivan, peuplé d'« *imbéciles* » comme lui, les habitants refusent de devenir soldats, d'amasser de l'argent et choisissent de travailler à la campagne. Le jour où une armée envahit leur royaume, ils ne combattent pas et n'opposent aucune résistance violente.

« Les soldats marchaient toujours sans rencontrer d'armée, sans trouver autre chose que des gens qui vivaient de leur travail, refusaient de se défendre et voulaient retenir les soldats. [...] Cette façon de guerroyer dégoûta les soldats. Rien ne put les décider à aller plus loin. Ils jetèrent leurs armes et de toute l'armée de Tarakan, il ne resta bientôt plus personne. »

Images :

- **Lev Nikolaïevitch Tolstoï** (1828-1910), écrivain russe. Il est célèbre pour ses romans et ses nouvelles qui dépeignent la vie du peuple russe à l'époque des tsars, mais aussi pour ses essais, dans lesquels il condamne les pouvoirs civils et ecclésiastiques. Il est excommunié par l'Eglise orthodoxe russe ; après sa mort, ses manuscrits sont détruits par la censure tsariste. Il met en lumière dans ses œuvres les grands enjeux de la civilisation. À la fin de sa vie, il entreprend une correspondance émouvante avec Gandhi, alors avocat en Afrique du Sud.

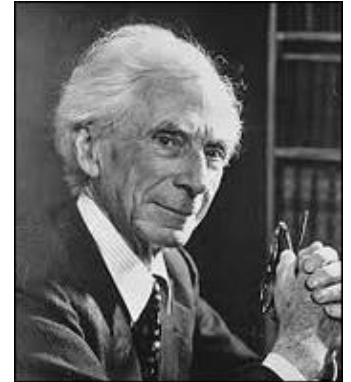
- Le conte *Ivan l'imbécile* décrit la lutte de trois frères et d'une sœur contre le diable. Le nom Ivan l'imbécile fait référence à un héros populaire du folklore russe.



1915 : Bertrand Russell

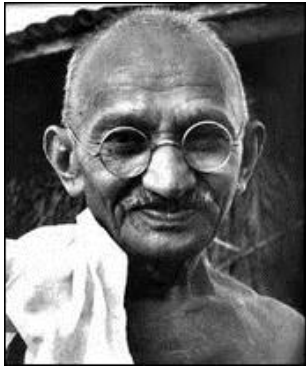
Le philosophe britannique Bertrand Russell est l'un des tout premiers à exposer l'idée d'une résistance non-violente concertée par une désobéissance généralisée contre une éventuelle invasion allemande de l'Angleterre.

En 1915, dans un important article intitulé *La Guerre et la non-résistance*, Russell, inspiré par les thèses des Quakers et Tolstoï, défend cette idée avec force tout en critiquant le recours aux armements. « *Si elle était délibérément adoptée par la volonté d'une nation entière, écrit-il, avec le même degré de courage et de discipline que celui qui se manifeste aujourd'hui dans la guerre, la résistance passive pourrait constituer pour ce qui est bon dans la vie d'une nation une protection bien plus parfaite que les armées et les marines de guerre ne le pourront jamais, sans exiger les carnages, les dévastations et l'accumulation de brutalités qu'implique la guerre moderne .* »



Images

- **Bertrand Russell** (1872-1970), mathématicien, logicien, philosophe, épistémologue, homme politique et moraliste britannique.
- Le chapitre « La guerre et la non-résistance » figure dans son ouvrage *Le pacifisme et la révolution, Écrits politiques* (1914-1918)



1931 : Gandhi

Gandhi commence à réfléchir sur les possibilités d'une défense nationale par la résistance non-violente dès 1931. Il évoque cette idée lors d'un meeting à Genève lors de son voyage en Europe après la 'Marche du sel'.

Il recommande une politique de défense non-violente à la Suisse en 1931, à l'Abyssinie en 1935, à la Tchécoslovaquie en 1938 et à la Grande-Bretagne en 1940. Toutefois, le Parti du Congrès en Inde rejettera sa proposition de défense non-violente en 1939, puis en 1940. Il est à noter également qu'en octobre 1940, le journal américain grand public *Liberty* publie un article de Gandhi, « *L'Inde peut-elle être défendue ? De nouvelles armes contre l'envahisseur !* » dans lequel il présente ce qu'est la défense non-violente.

Images :

- **Mohandas Karamchand Gandhi** (1869-1948), dirigeant politique indien, guide spirituel et leader du mouvement pour l'indépendance de l'Inde, est l'initiateur de la non-violence politique dans l'histoire.

- *Shanti Sena* ('armée de paix') est un terme inventé par Gandhi lorsqu'il a conceptualisé un programme d'intervention volontaire non-violente destiné à minimiser la violence entre les communautés communautaires au sein de la population indienne. Des mouvements d'**intervention civile de paix** se sont développés, inspirés de celui-ci, comme *World Peace Brigade*, *Nonviolent Peaceforce*, *Swaraj Peeth*, *Peace Brigades International* et des participants au *Rainbow Gathering*.



Années 1935

Dans *Le pouvoir de la non-violence* (1934), Richard Gregg suggère la résistance non-violente comme un « substitut à la guerre » et établit des comparaisons entre la stratégie militaire et la stratégie non-violente.

L'année suivante, Barthélémy de Ligt, dans *Pour vaincre sans violence* (1935), élabore un plan de campagne contre toute guerre et toute préparation à la guerre.

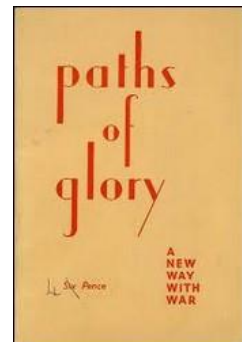
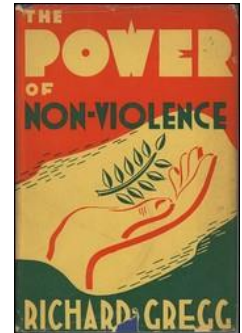
En 1937, l'universitaire étatsunien quaker Kenneth Boulding (1910-1993), dans *Les chemins de la gloire : une nouvelle façon de faire la guerre*, développe le besoin d'un substitut à la guerre et propose la résistance non-violente comme alternative. Il est probablement le premier à utiliser l'expression « transarmement ».

Images :

- **Richard Gregg** (1885-1974), philosophe étatsunien, le premier à avoir développé une théorie substantielle sur la résistance par la non-violence, et son livre *The power of nonviolence*.

- **Barthélémy de Ligt** (1883-1938), pasteur protestant et pacifiste libertaire néerlandais, et son livre *Pour vaincre sans violence*

- **Kenneth Boulding** (1910-1993), économiste, enseignant, pacifiste, poète, mystique, quaker, théoricien des systèmes, philosophe interdisciplinaire anglais, et son livre *Path of Glory : a new way with war*,



En 1939



Toujours avant la Seconde Guerre mondiale, il faut signaler des publications issues de divers mouvements pacifistes ou non-violents qui ont eu un impact et suscité des débats et controverses.

L'éducatrice étatsunienne Jessie Wallace Hughan, fondatrice et première secrétaire de la 'Ligue des Résistants à la Guerre' en 1923, publie en 1939 *Si nous devons être envahis : face à une hypothèse fantastique*, texte dans lequel elle soutient que la résistance non-violente serait plus efficace que le recours à la puissance militaire en face d'une invasion armée.

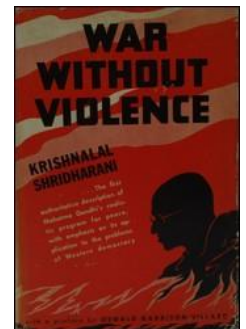


Au pays de Gandhi, le poète, dramaturge et journaliste indien Krishnalal Shridharani (1911-1960), qui a participé à la 'Marche du sel' et a été emprisonné pour cela, publie en 1939 *Guerre sans violence*, un livre qui a eu un impact important sur le mouvement étatsunien des droits civiques. C'est une présentation complète des potentialités du *satyagraha* qu'il expose comme une alternative efficace à la guerre classique.



- [Jessie Wallace Hughan](#) (1875-1955), éducatrice étatsunienne, militante socialiste et pacifiste, et le logo de la *War Resisters League*.

- [Krishnalal Shridharani](#), *War without violence, A Study of Gandhi's Method and its Accomplishments*, Victor Gollancz, London, 1939.



1940 : Abraham Johan Muste

Dans ces années là, le militant étatsunien Abraham Johan Muste, d'inspiration quaker, est également l'un des théoriciens et activistes les plus en vue sur la non-violence.

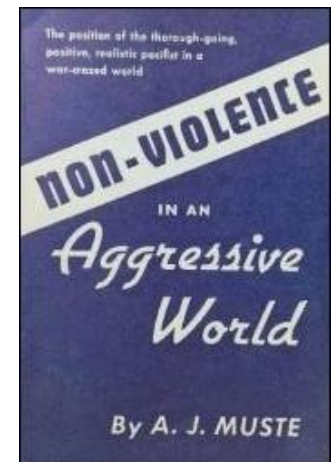
En 1940, il publie *La non-violence dans un monde agressif*, dans lequel il défend notamment le désarmement unilatéral et la résistance par la non-coopération non-violente face à un envahisseur.

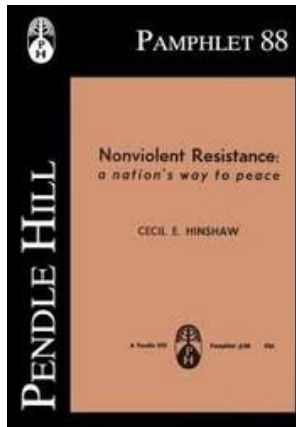


Images :

- **Abraham Johan Muste** (1885-1967), originaire des Pays-Bas et naturalisé Étatsunien en 1896. Pasteur calviniste, il abandonner sa charge pastorale en 1919 pour se lancer dans des activités syndicales. Penseur important de la résistance non-violente et acteur majeur du mouvement des droits civiques. Président national de la *Fellowship of Reconciliation* (FOR) entre 1926 et 1929 puis secrétaire exécutif de cette même organisation, entre 1940 et 1953. En 1966, il publie une liste de 370 personnes qui refusent de payer leurs impôts à l'État fédéral en signe d'opposition à la guerre du Viêt Nam.

- Son ouvrage *Non-violence in an aggressive world* est une approche non-violente chrétienne de la révolution dans un monde déchiré par la guerre. Il décrit les relations entre les trois mouvements auxquels il s'est engagé dans les domaines de la religion, de l'économie et de la politique : le christianisme, le socialisme et la démocratie. Il appelle à une révolution non-violente qui éclairera les esprits et redirigera les volontés. Par l'unité et la solidarité entre les travailleurs et l'utilisation de méthodes non-violentes, elle provoquera moins de bouleversements économiques et sociaux que dans la plupart des révolutions.





Les pionniers de la recherche sur la défense non-violente

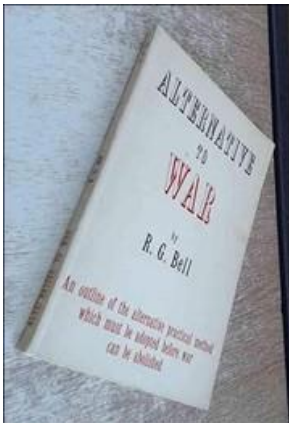
Après la Seconde Guerre mondiale, l'idée de défense non-violente à l'échelle d'un pays connaît de nouveaux développements.

Elle est d'abord portée par des militants pacifistes étatsuniens, comme Cecil Hinshaw, président du *William Penn College*, auteur de *La résistance non-violente : le chemin d'une nation vers la paix* (1956),

Bradford Lyttle, auteur de *Défense nationale par la résistance non-violente* (1959)

ainsi que par Ralph Bell, auteur de *Alternative à la guerre* (1959).

Images :



- **Cecil Hinshaw** (photo non trouvée et souhaitée, merci !), ancien pasteur quaker, devient en 1944 président de l'institution quaker *William Penn College* à Oskaloosa, dans l'Iowa. Il cherche à faire du *College* un terrain d'entraînement pour les militants pacifistes radicaux, engagés dans l'action directe non-violente contre l'État militariste. Son livre *Nonviolent Resistance : A Nation's Way to Peace* paraît en 1956.

- **Bradford Lyttle** (né en 1927), quaker membre du *Fellowship of Reconciliation* (FOR), fondateur en 1983 de l'*United States Pacifist Party* (USPP), coordinateur national en 1969-79 du mouvement *War Tax Resistance*. Son livre *National Defense Thru Nonviolent Resistance* paraît en 1958.

- le livre de Ralph Bell, *Alternative to War - An Outline of the Alternative Practical Method Which Must be Adopted before War Can be Abolished* paraît en 1959.



1960 : Ralph Heggnauer

En langue française, le premier écrit sur le sujet émane du Secrétaire général du 'Service Civil International' (SCI), le suisse Ralph Heggnauer qui publie en 1960 *Le combattant non-violent, les possibilités d'une résistance non militaire*.

Cet historique montre clairement que la réflexion sur la défense civile non-violente a été impulsée par des militants engagés dans des luttes non-violentes, souvent dénommés « pacifistes » du fait de leur opposition à la guerre ou à la course aux armements nucléaires.

Images :

- [Ralph Heggnauer](#) (1910-1997), né en Suisse, a travaillé d'abord comme employé de banque en Argentine. En 1937-39, il a été l'un des responsables de l'action d'urgence organisée par le SCI pour les réfugiés de la guerre d'Espagne, en Espagne, puis en France. Il est devenu Secrétaire de la branche suisse du SCI en 1944, puis Secrétaire international du SCI en 1952.

- Son livre *Le combattant non-violent, les possibilités d'une résistance non militaire* paraît en 1960.



1958 : Stephen King-Hall

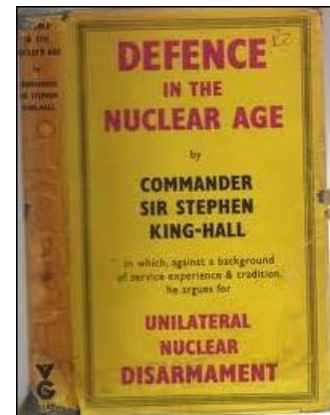
Mais le tournant décisif viendra d'un militaire anglais, le commandant Stephen King-Hall, auteur en 1958 de *Défense à l'ère nucléaire*. Sa critique de la défense militaire et des armes nucléaires a un grand impact, du fait qu'elle émane d'un expert et d'une autorité en matière de stratégie militaire.

Il propose que le Grande-Bretagne renonce aux armes nucléaires, limite fortement ses forces militaires conventionnelles et se prépare à la résistance non-violente.

En conclusion de son opuscule, il affirme sa conviction que « *la préparation de la nation à la résistance non-violente et à l'attaque psychologique de l'occupant devrait constituer l'objectif principal de la défense civile* ». Les débats provoqués par les propositions de King Hall marquent un tournant dans la prise en compte de l'idée de défense civile non-violente.

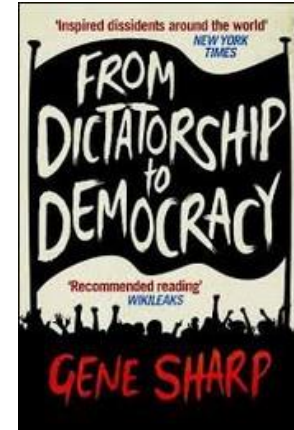
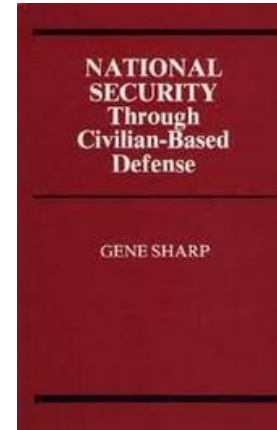
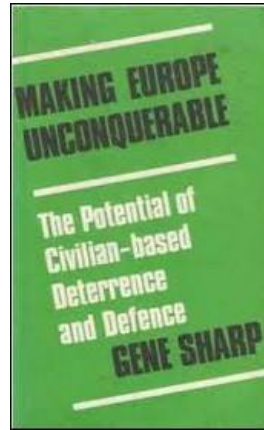
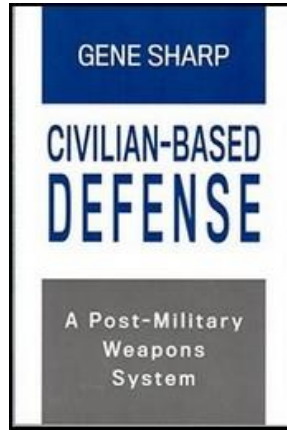
Images :

- **Stephen King-Hall** (1893-1966), officier de marine, écrivain, baron, homme politique et dramaturge britannique.
- Son livre *Defence in the nuclear age* (1958) est publié en français sous le titre *Défense nucléaire, non-sens militaire* (1984)





1958 : Gene Sharp



Plusieurs chercheurs "pionniers" vont alors proposer une réflexion nouvelle sur la résistance civile appliquée à un système de défense nationale. L'Étatsunien Gene Sharp, dès 1958, commence à publier une série de travaux sur l'action non-violente, la résistance civile et la défense non-violente.

Le tout premier, publié dans la revue *Peace News*, s'intitule *La tyrannie n'a pas pu les apaiser ! Comment les enseignants norvégiens ont vaincu Quisling pendant l'occupation nazie et ce que cela signifie pour la défense non armée aujourd'hui*. Parmi ses premiers travaux sur la défense non militaire, il faut signaler *L'équivalent politique de la guerre : la défense civile* (1965) et *Explorer les alternatives non-violentes* (1970).

Images :

- **Gene Sharp** (1928-2018), politologue étatsunien. Emprisonné comme objecteur de conscience en 1953. Passe 10 ans de sa vie 10 ans en Angleterre, où est l'éditeur de *Peace News*, et en Norvège. Directeur du programme 'Sanctions non-violentes appliquées aux conflits et à la défense' à l'université de Harvard. Fonde en 1983 l'*Albert Einstein Institution*, association qui étudie et promeut la résistance non-violente dans les zones de conflits. Ses textes ont paru dans au moins 34 langues. En Chine, l'avocat Tang Jingling a été arrêté pour avoir diffusé des ouvrages de Sharp.
- Quelques-uns de ses ouvrages

Les années 1960

Le Norvégien Johan Galtung développe l'idée de défense non-violente dans une perspective plus politique et plus systématique dans son ouvrage *Défense sans système militaire* (1959).

Theodor Ebert, en Allemagne, édite en 1962 une brochure dans laquelle il présente plusieurs idées sur la préparation et l'organisation de ce qu'il nomme une « armée civile non-violente ».

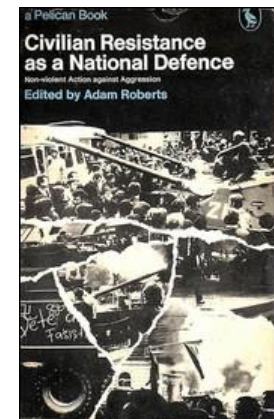
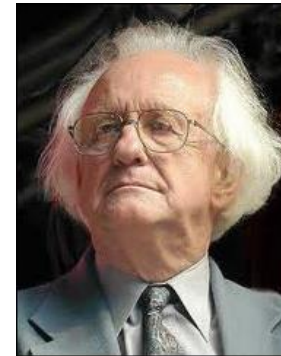
Adam Roberts, professeur à l'université d'Oxford, publie un livre important, plusieurs fois réédité et augmenté, *Civilian Resistance as a National Defence* (1963).

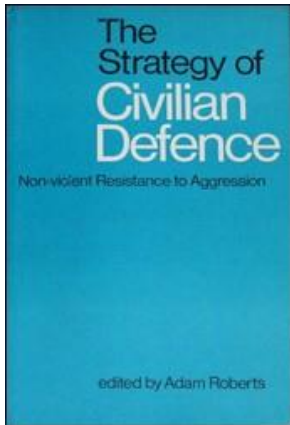
Images :

- **Johan Galtung** (1930-2024), sociologue norvégien, fondateur en 1959 de l'Institut de recherche pour la paix d'Oslo, créateur en 1964 du *Journal of Peace Research*, fondateur et directeur de 'Transcend', réseau pour la transformation des conflits par des moyens non-violents, et son ouvrage *Forsvar uten militaervesen. Et pasifistik grunnsynn*, 1959.

- **Theodor Ebert** (1937-) politologue, sociologue et chercheur sur la paix allemand, chercheur à l'*Otto Suhr Institut* de 'l'Université Libre de Berlin', fondateur de la revue *Gewaltfreie Aktion* et du *Bund für Soziale Verteidigung*, auteur de *Die Gewaltfreie Zivilarmee. Stimme der jungen Génération*, 1962 et *Strategie des zivilen gewaltfreien Krieges*, 1964.

- **Adam Roberts** (né en 1940), professeur britannique de politique et relations internationales à l'université d'Oxford, auteur de *Civilian Resistance as a National Defence*, 1963, réédité en 1969.

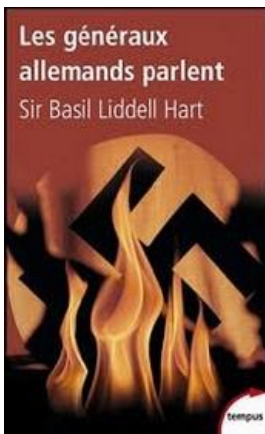




1964 : colloque d'Oxford

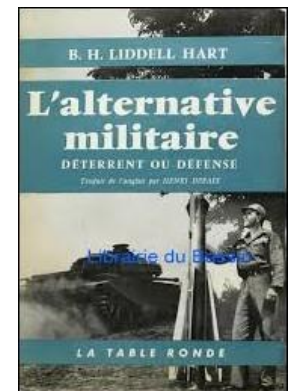
Ces premiers travaux aboutissent en septembre 1964, à une rencontre internationale à Oxford de spécialistes de la défense consacrée à la *Civilian defence* (défense civile), conférence précédée d'un numéro spécial de la revue *Peace News* sur ce sujet. Il en sortira un ouvrage collectif en 1967, sous la direction d'Adam Roberts, *The strategy of civilian defence*, qui restera longtemps l'ouvrage de référence sur la question.

Il est à noter que dans sa contribution, l'historien et stratège militaire britannique Basil Liddell Hart (1895-1970) rend compte des témoignages des généraux allemands qu'il avait interrogés après la Seconde Guerre mondiale, soulignant qu'ils avaient été déconcertés par les formes non-violentes de résistance et qu'ils étaient soulagés lorsque celles-ci étaient mélangées à des formes de guérilla. Ils pouvaient alors réprimer indistinctement les deux formes de résistance.



Images :

- Adam Roberts (éd.), *The strategy of civilian defence. Non-violent Resistance to Aggression*, 1967.
 - Basil Liddell Hart (1895-1970), historien et stratège militaire britannique,
 - *Les généraux allemands parlent*, par Basil Liddell Hart. Extrait de 'Lessons from resistance movements' in *The strategy of Civilian Defense*.
- Voir aussi, de Liddell Hart, *L'alternative militaire, Deterrent or défense*, 1961.



1964 : Alastair Buchan

En 1964, lors du colloque d'Oxford, Alastair Buchan, Directeur de 'l'Institut international d'études stratégiques' de Londres (IISS), déclare :

« Il est essentiel que nous accordions une attention de plus en plus grande aux stratégies indirectes pour préserver nos sociétés de la domination étrangère. Il est possible que ce soit dans des concepts comme celui de la défense non-violente que réside la clé de la sauvegarde de la société ».



Images :

- Logo de l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS). L'IISS est fondé en 1958 par Michael Howard, historien militaire anglais, avec le parlementaire travailliste Denis Healey et le journaliste Alastair Buchan. Il se focalise à l'origine sur la dissuasion nucléaire et le contrôle des armes.

Alastair Buchan (1918 -1976, photo non trouvée sur Internet, merci de votre aide...) est un éminent auteur britannique sur les études de défense dans les années 1970. Il est en service actif pendant la Seconde Guerre mondiale. Après avoir travaillé comme journaliste au journal *The Observer*, il est directeur de l'IISS de 1958 à 1969, directeur de l'*Imperial Defence College* en 1969 et *Montague Burton Professor of International Relations* à l'Université d'Oxford en 1972. En 1973, il donne les 'conférences Reith' sur le thème *Change Without War*.

- Le siège de l'IISS, Arundel House, à Londres.



De 1967 à 1969

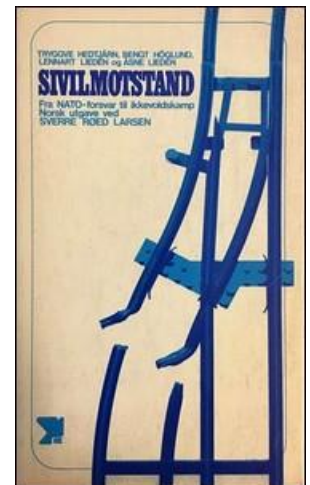
D'autres conférences vont suivre. En septembre 1967, un suivi de la conférence d'Oxford de 1964 a lieu à Munich, organisée par l'Association des scientifiques allemands, qui aboutira à la mise en place d'un groupe de travail sous la direction de Theodor Ebert. Le terme de "transarmement" commence à être mis en avant, en opposition au "désarmement", pour souligner qu'il ne s'agit pas de laisser un pays sans défense, mais de passer progressivement d'un système de défense à un autre.

L'année suivante, se tient en Suède une conférence sur les formes de lutte non-militaires. À cette occasion, certains membres du Parti Social-Démocrate au pouvoir marquent leur intérêt pour cette forme de défense.

En 1969, paraît un ouvrage collectif suédois *Une politique de paix, la résistance civile*, qui défend l'idée, radicale, que la Suède peut passer de la défense militaire à la résistance civile.

Images :

- Hedtjärn Tryggve, Höglund Bengt, Liedén Lennart et Liedén Åsne, *Fredspolitik, Civilmotstånd* (Politics of Peace, Civilian Defence), 1969, traduction en deux langues scandinaves avec deux couvertures différentes.

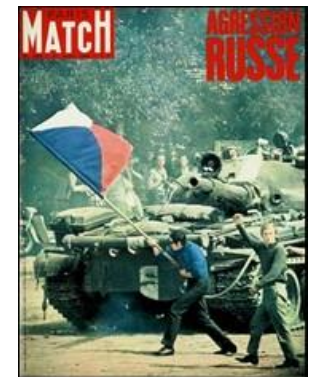


La résistance tchécoslovaque en août 1968

La surprenante résistance civile non-violente des Tchécoslovaques à l'invasion soviétique en 1968 suscite un intérêt qui ira croissant pour cette nouvelle notion, tant parmi les responsables politiques et militaires, notamment dans les pays scandinaves, que parmi les mouvements non-violents. La mise en échec pendant six jours des projets politiques de l'agresseur soviétique du fait de la résistance civile improvisée des Tchécoslovaques a frappé les esprits. Celle-ci fournit une matière première précieuse pour penser et préparer une résistance planifiée nationale face à l'invasion d'un territoire par une armée étrangère.

Ainsi, à la fin des années 1960, plusieurs gouvernements ou instituts de recherche sur la sécurité, notamment en Suède, au Danemark, en Norvège et aux Pays-Bas, marquent leur intérêt pour la défense civile non-violente.

Toutefois, bien que dans ces milieux institutionnels, la défense civile non-violente ne soit pas envisagée comme une alternative à la défense militaire, mais comme un complément, aucun de ces pays n'a pris l'initiative de mettre en place les premiers éléments structurants d'une défense civile non-violente.





L'intérêt de la Suède pour la DCNV

La Suède est incontestablement en pointe sur cette thématique. Pendant dix années, le gouvernement va commander plusieurs travaux de recherche sur la défense civile.

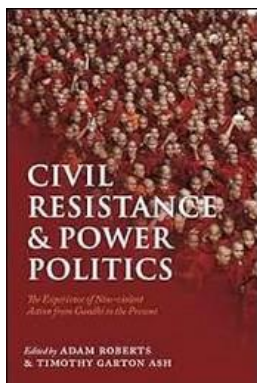
- En 1970, 'l'Institut Suédois de Recherche sur la Défense Nationale' demande à Adam Roberts une recherche approfondie qui sera publiée à Stockholm en mars 1972 avec une traduction anglaise en septembre 1972. L'auteur montre dans ce rapport que, d'une part, la résistance civile peut devenir une composante du système de défense global de la Suède, d'autre part, si elle ne peut remplacer totalement le système de défense militaire, la résistance civile peut être employée en certaines circonstances où elle se montrera davantage efficace que la défense militaire. Il est à noter qu'en août 1972, le ministre suédois de la défense assiste à la conférence d'Uppsala sur les formes de lutte non militaires, ce qui lui vaudra des critiques de la part de ceux qu'inquiètent cet intérêt pour des formes de défense non conventionnelles.

- Un second rapport commandé en 1974 par le même institut suédois est publié par Adam Roberts en 1976. L'auteur développe les méthodes de résistance civile qui ont déjà été expérimentées dans de nombreux conflits du 19^e et du 20^e siècle et en tire des leçons pour la mise en œuvre d'une défense civile non-violente.

- Une troisième recherche, toujours réalisée par Adam Roberts, concerne la position de la résistance civile dans le cadre du droit international. Elle sera publiée en 1980.

- Logo du *Försvarets ForskningsAnstalt* (FOA) ou *Research Institute of Swedish National Defence*.

- Les rapports d'Adam Roberts pour le FOA sont : *Total defence and civilian resistance ; problems of Sweden's security policy*, 1972 ; *The technique of civilian resistance*, 1974 ; *Occupation, Resistance and law*, 1980.



L'intérêt de la Suède pour la DCNV

La même année, le ministère de la Défense suédois crée une Commission sur la résistance, un groupe *ad hoc* comprenant des représentants du ministère et un expert indépendant, Lennart Bergfeldt qui signera le rapport « sur les formes complémentaires de défense » remis au ministre de la Défense en février 1984.

La tâche assignée à la Commission était d'étudier et de définir les formes de résistance non-militaire pouvant apparaître sur un territoire occupé par l'ennemi et qui pourraient compléter le système de défense de la Suède. L'une des préconisations du rapport est de donner une place à la résistance non militaire dans le système de « défense totale » suédois.

À cet effet, la Commission suggère que soit créée une Commission permanente de la résistance non militaire, travaillant en collaboration avec la division « défense civile » du ministère de la Défense, et dans laquelle les mouvements associatifs seraient représentés.



Images :

- [Lennart Bergfeldt](#), professeur et chercheur au *Department of Molecular and Clinical Medicine* de l'université de Göteborg, rédacteur principal du rapport établi par la commission de 7 membres et remis au ministre de la Défense de Suède en février 1984.

- Le rapport *Kompletterande motstandformer* ou *Complementary Forms of Defence : Report of the Swedish Commission on Resistance* remis par Lennart Bergfeldt a été publié dans le bulletin international des *Peace Proposals*.



L'intérêt de la Norvège pour la DCNV

En Norvège, dès 1967, 'l'Institut norvégien de recherche sur la défense' publie une étude sur le rôle possible de la défense civile dans la politique de sécurité globale de la Norvège. En 1974, le Parlement institue une commission pour notamment réaliser une évaluation comparée de divers types de défense (militaire et non militaire).

Dans le rapport *Défense non-militaire et sécurité de la Norvège* qui est publié en 1978, la Commission définit la défense non-violente comme « *l'usage par les citoyens, d'armes politiques, psychologiques, sociales et économiques capables de répondre à deux objectifs principaux : maintenir la souveraineté nationale en temps de guerre, et combattre une attaque armée* ». Malgré des recommandations pratiques pour la mise en place d'une défense non armée, le rapport émet de fortes réserves sur le fait qu'elle puisse devenir un système complet de défense.



Images :

- Logo du *Forsvarets ForskningsInstitutt* - FFI ou *Norwegian Defence Research Establishment*.
- Johan Jorgen Holst (1937-1994), membre du Parti travailliste et de la commission sur la défense, futur ministre de la Défense puis des Affaires étrangères de la Norvège est un des membres de la commission qui remet le rapport *Ikke-Militært Forsvar og Norsk Sikkerhetspolitikk*, de Johan Jorgen Holst, Fjaerli Eystein et Ronning Harald, 1967. Voir aussi Johan Jorgen Holst, *Civilian-Based Defense in a new era*, *The Albert Einstein Institution*, 1990, et *Défense civile : 15 ans de recherche*, Fiches documentaires pour une autre défense, n° 34, 4ème trim. 1988.

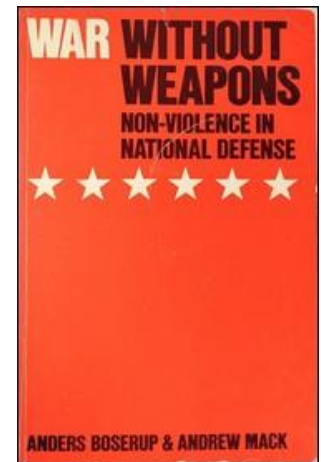
En Finlande et au Danemark

En Finlande, la 'Commission de planification de la défense psychologique', sous tutelle présidentielle, publie en 1971 une étude sur les possibilités offertes par les méthodes de résistance sans armes. La Commission rejette l'idée d'une substitution complète, mais reconnaît l'utilité d'ajouter une composante non-violente à la politique de défense globale à prédominance militaire. Malgré des recommandations visant à établir des plans et des préparatifs de résistance, et malgré une deuxième étude en 1975, aucune décision politique ne sera prise en ce sens.

Au Danemark, le ministère du Désarmement et de la Culture demande à l'Institut de recherche sur la paix et les conflits de Copenhague de rédiger une présentation d'ensemble des recherches sur la défense non militaire. Celle-ci a été publiée en anglais en 1974 sous le titre *Guerre sans armes*, par Anders Boserup et Andrew Mack. Ce rapport ne sera pas suivi d'effet.

Images :

- Avec 1 340 kilomètres, la frontière russo-finlandaise est l'une des plus longues séparations étatiques terrestres de l'Union européenne depuis 1995.
- Anders Boserup & Andrew Mack, *War without weapons : Non-violence in national defense*, 1974.
- Logo du *Rådet for International Konfliktløsning* ou *Council for International Conflict Resolution* à Copenhague.





Années 1970 : Conférences internationales

Dans les années 70, des conférences internationales sont organisées afin de maintenir active la recherche et l'intérêt pour ce nouveau type de défense : en Finlande (Tampere, 1970) , en Suède (Uppsala, 1972), en Belgique (Bruxelles, 1976), en Norvège (Oslo, 1978), à Omaha (Nebraska-États-Unis, 1978 et 1982), à Anvers (1980). La conférence de Bruxelles aboutit à une nouvelle publication collective sous la direction de Gustav Geeraerts, *Les possibilités d'une défense civile en Europe de l'Ouest* (1977).

Dans ces années-là, il est à noter une publication originale, celle d'un militaire américain, le *Major General* Edward B. Atkeson, commandant de l'*United States Army War College*, qui publie en 1976 dans la revue *Military Review*, deux articles consacrée à la défense civile non-violente sous le titre « La défense civile non-violente présente-t-elle un intérêt pour la sécurité des États-Unis ? ». Il s'appuie sur les travaux de Gene Sharp et Adam Roberts.



Images :

- **Gustav Geeraerts**, professeur à la *Vrije Universiteit Brussel* (VUB), coordinateur de la publication collective *Possibilities of civilian defence in Western Europe*, 1977.

- **Edward B. Atkeson** (1929-2020), général étatsunien, auteur de l'article « *The relevance of civilian-based defense to US security interests* », in *Military Review*, May-June 1976. Cet article a été publié en français dans les 'Monographies de la défense civile', n° 10, sept.-oct. 1979.

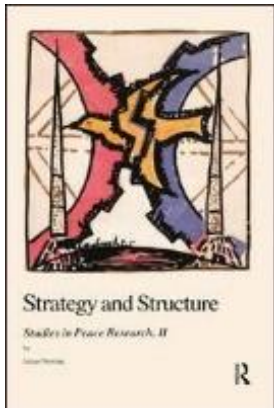
1975 : Aux Pays-Bas



Aux Pays-Bas, en 1975, le Ministère de l'Éducation et des Sciences prend l'initiative de créer un groupe de travail *ad hoc*, comprenant des représentants des ministères des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice, de l'Éducation, sous la direction du professeur Johan Niezing.

Si l'intitulé du projet « *Promotion de la recherche au sujet de la résolution non-violente des conflits* » paraît assez général, il comprend cependant la question de savoir si la défense civile peut partiellement ou complètement remplacer la défense militaire et/ou la compléter.

Il est à souligner que ce rapport, publié en 1978, soulève une question théorique majeure dans la réflexion sur la défense civile non-violente et met en évidence deux positions idéologiques : la position *fonctionnaliste* ou *instrumentale* qui cherche à trouver une alternative à un instrument (la guerre) et la position *structuraliste* pour laquelle le concept de défense civile est indissociable de la structure de la société en général, ce qui signifie qu'un changement radical de la défense militaire à la défense civile n'est pas possible sans changements sociaux importants.



Images :

- [Johan Niezing](#), professeur de relations internationales à 'l'Université libre de Bruxelles' et à l'université de Groningen.
- Son dernier livre *Strategy and Structure - Studies in Peace Research* (2021)

1977 : Aux Pays-Bas

Un autre groupe de travail voit le jour en septembre 1977 pour poursuivre la recherche, composé d'experts de plusieurs pays, tels Johan Galtung, Théodor Ebert, Adam Roberts et Gene Sharp, mais n'aboutit finalement à rien de concret du fait des changements politiques aux Pays-Bas, si ce n'est à faire dix recommandations, en 1982, sur des sujets qui mériteraient une recherche approfondie.

Une présentation de ce rapport a été faite par Hylke Tromp, *The Dutch Research Project on Civilian Defence , 1974-1978 : An Inquiry into Alternative Security and Non-violent Conflict Resolution.*



Images :

- [Hylke Tromp](#) (1935-2021), chercheur et professeur à l'Institut de Polémologie de l'université de Groningen.
- *Bulletin of Peace Proposals*, où sont publiés de nombreux rapports sur des propositions de commissions de recherche, dont celles présentées par Hylke Tromp.

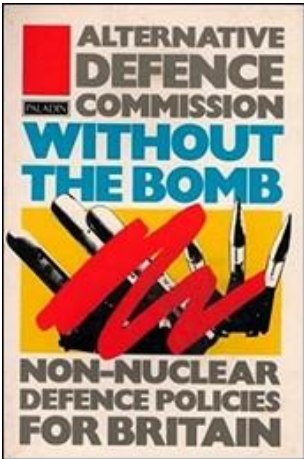




1980 : En Grande-Bretagne

Parmi les initiatives indépendantes, il faut souligner les travaux de la Commission britannique pour une autre défense (*Alternative Defence Commission*). Mise en place en 1980, cette commission réunit des personnes représentant divers mouvements et courants d'opposition aux armes nucléaires. La perspective de son travail s'inscrit dans l'idée d'un renoncement par l'Angleterre de tout système de défense impliquant des armes nucléaires.

Présidée par Frank Blackaby (directeur du SIPRI de Stockholm), coordonnée par Mickael Randle, et travaillant en lien étroit avec le département 'Peace Studies' de l'Université de Bradford, la Commission produit, après deux ans et demi de travail, un volumineux rapport sous le titre *Se défendre sans la bombe*. Le chapitre 7 (qui a été publié par la revue *Alternatives non-violentes*) est entièrement consacré à la « défense par résistance civile ». Il demeure l'un des documents de réflexion sur la défense civile non-violente parmi les plus aboutis.



Images :

- [Mickael Randle](#) (né en 1933), un militant pour la paix, chercheur anglais invité au département de *Peace Studies* de l'Université de Bradford.
- *Defence without the bomb : the report of the Alternative Defence Commission*, 1983.

Années 1980-90 : En Allemagne et en Belgique

Sur un plan politique, il est à noter que l'arrivée des *Grünen* au Parlement allemand en 1983 suscite des réflexions sur la défense non-violente au sein du parti sous l'impulsion de Petra Kelly et Roland Vogt. En 1988, le congrès de Minden, consacré à l'avenir de la 'défense sociale' ou plutôt sociétale, accouche de la naissance de la Fédération pour la défense sociale (*Bund für Soziale Verteidigung*, BSV) en mars 1989. Mais l'échec des Verts aux élections législatives de 1990 ne permettra pas d'avancée politique significative sur le sujet, d'autant que la disparition de la menace soviétique relègue au second plan la défense sociale, y compris au sein de la BSV.



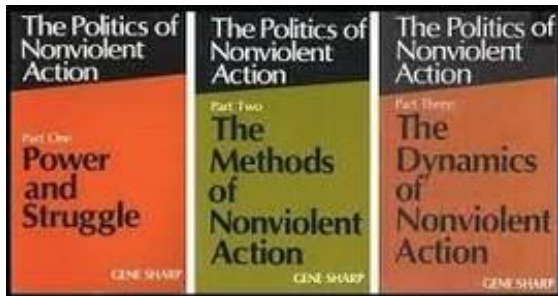
Il est à noter que le MIR-IRG belge publie pendant plus de dix ans (entre 1979 et 1990) des *Fiches documentaires pour une autre défense*, dossiers d'information et de recherche fournis comprenant surtout des traductions d'études et de rapports publiés en Europe et des études de cas de résistance civile au service de la réflexion pour une politique de transarmement. Pendant dix ans, 38 dossiers documentés sont édités et alimentent la réflexion sur la défense civile non-violente pour le public francophone.



Images :

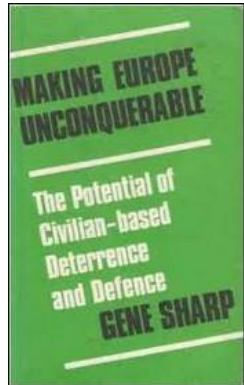
- Logo du BSV

- **Jean Van Lierde** (1926-2006), une grande figure du MIR-IRG belge. Le MIR-IRG a édité les *Fiches documentaires pour une autre défense*, documents d'information et de recherche. Le dernier numéro (38, 4ème trimestre 1990) présente des index cumulatifs de 10 ans de publications.



Années 1980 : Gene Sharp

L'un des auteurs les plus prolifiques sur la question est sans conteste l'Étatsunien Gene Sharp (1928-2018), auteur en 1973 d'une monumentale somme sur l'action non-violente et fondateur en 1983 de l'*Albert Einstein Institution*. Parmi les ouvrages les plus importants de Sharp sur la défense civile non-violente, signalons *Rendre l'Europe invincible : le potentiel de la dissuasion et de la défense civiles* (1985) et *Défense civile : un système post-militaire* (1990).

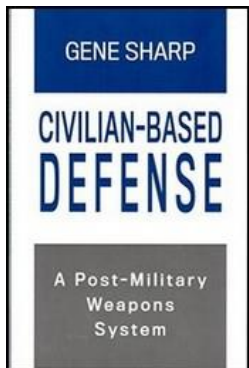


Ce dernier ouvrage est utilisé par les gouvernements lituanien, letton et estonien lors de leur séparation de l'Union soviétique en 1991. Le ministre lituanien de la Défense, Audrius Butkevicius, déclare à l'époque : « *Je préfère avoir ce livre que la bombe nucléaire* ».

Surnommé le "Clausewitz de la guerre non-violente", Gene Sharp a incontestablement apporté une contribution décisive aux théories de la résistance civile et de la défense civile non-violente.

Images :

- Gene Sharp, *The politics of non-violent action*, Boston, Porter Sargent, 1973, 3 vols.
- Gene Sharp, *Making Europe Unconquerable: The Potential of Civilian-based Deterrence and Defense*, London, Taylor & Francis, 1985.
- Gene Sharp, *Civilian-Based Defense: A Post-Military Weapons System*, 1990. Traduction française : *La guerre civilisée : la défense par actions civiles*, 1995.



Années 1975 : Recherches et publications en France

En France, la première publication sur la défense non-violente, coordonnée par Olivier Maurel, émane d'un collectif de personnalités issues de plusieurs sensibilités non-violentes, dont Jacques de Bollardière, Lanza del Vasto, Jean Lasserre et Jean Toulat. Datée de mars 1975, elle s'intitule *Armée ou défense civile non-violente ?*

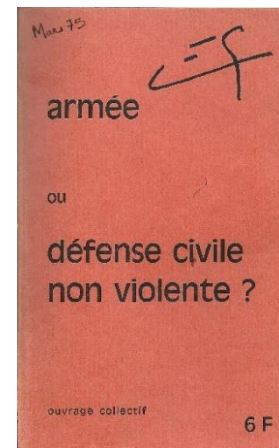
De 1974 à 1986, le Mouvement International de la Réconciliation publie une vingtaine de *Monographies de la défense civile* sur les résistances civiles et la défense civile non-violente, avec notamment des textes de chercheurs étrangers.

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente, créé en 1974, développe dans son *Texte d'orientation politique* (1976) une réflexion argumentée sur la « défense populaire non-violente » dans une stratégie politique de passage au socialisme autogestionnaire.

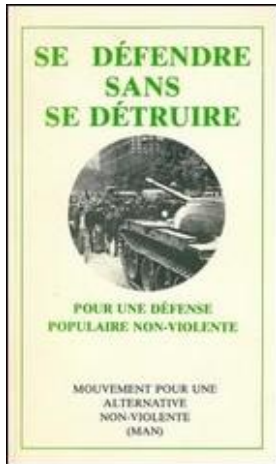
La revue *Alternatives Non-Violentes*, à partir de 1979, traduit et publie également des articles de chercheurs hollandais, britanniques, allemands et étatsuniens et consacre plusieurs dossiers à la défense civile non-violente.

Images:

- La plaquette *Armée ou défense civile non-violente ?* 1975 (réimp.1981).
- MAN, *Une non-violence politique*, Ed. du MAN, 1976, rééd. 1977, 1981.
- La revue ANV : avr. 1979, *Défense populaire non-violente* ; déc. 1980 : *La défense civile en question* ; déc.1983 : *Défense nucléaire non-sens militaire* ; printemps 1985 : *Armée et non-violence : mariage ou union libre ?* ; avr. 1986 : *Ils donnent leur point de vue sur La dissuasion civile* ; oct. 1989 : *Stratégies non-violentes : Où en est la recherche ?*, été 1993 : *Défense et citoyenneté en Europe*.



1983-83 : Les campagnes du MAN pour la DCNV



En 1982, le MAN organise une campagne « pour une autre défense » et lance une pétition dont le texte précise l'objectif : « Nous estimons qu'il est urgent d'ouvrir en France une recherche approfondie sur les moyens de défense qui ne supposent pas l'usage des armes : la défense populaire non-violente. (...) Nous demandons au gouvernement de financer la mise en place d'un institut national et de centres régionaux chargés d'étudier les possibilités offertes par la défense populaire non-violente ».

Le MAN édite en 1983 la brochure *Se défendre sans se détruire : pour une défense populaire non-violente* (préfacée par Jacques de Bollardière), brochure pédagogique et de formation qui connaît un beau succès et qui sera plusieurs fois rééditée.

L'année suivante, Jean-Marie Muller publie *Vous avez dit pacifisme ? De la menace nucléaire à la défense civile non-violente*, le premier ouvrage français de présentation approfondie de la défense civile non-violente présentée comme une alternative crédible à la défense militaire.

Images :

- Collectif, *Se défendre sans se détruire, pour une défense populaire non-violente*, MAN, 1983.
- Jean-Marie Muller, *Vous avez dit pacifisme ? De la menace nucléaire à la défense civile non-violente*, 1984.



1985 : L'ouvrage *La dissuasion civile*

L'année suivante, trois chercheurs membres du Mouvement pour une Alternative Non-violente, Christian Mellon, Jean-Marie Muller et Jacques Sémelin, réalisent, à la demande du ministère de la Défense, une étude sur « les perspectives pour la prise en compte des principes et méthodes de la résistance non-violente dans la stratégie globale de la France ». L'étude est publiée en 1985 par la Fondation pour les Études de Défense Nationale (FEDN) sous le titre *La dissuasion civile*.

Le livre comprend trois parties :

- Clarification conceptuelle
- Apports de la recherche historique
- Quelques mesures pouvant préparer la société française à une dissuasion par défense civile non-violente.

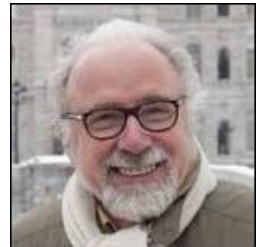
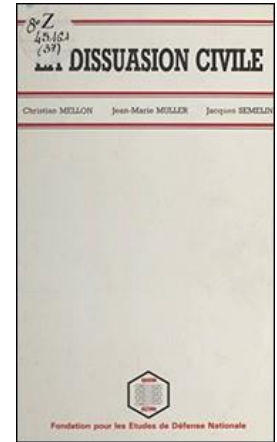
Images :

- *La dissuasion civile*, par C. Mellon, J.-M. Muller et J. Sémelin, 1985, écrit sur une commande du ministre de la Défense, Charles Hernu. Le meilleur tirage dans la 'Collection des Sept Épées' de la FEDN...

- **Christian Mellon**, jésuite né en 1943, membre du 'Centre de Recherche et d'Action Sociales' (CERAS).

- **Jean-Marie Muller** (1939-2021), penseur et militant de la résolution non-violente des conflits, fondateur du 'Mouvement pour une Alternative Non-violente' (MAN).

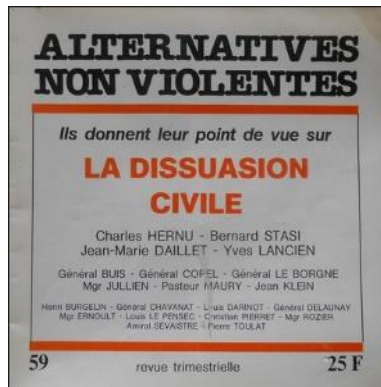
- **Jacques Sémelin**, né en 1951, historien, membre du 'Centre d'Études et de Recherches Internationales' (CERI) et professeur à Sciences Po





Institut de recherche sur la
Résolution
Non-violente des
Conflits

Les suites de l'ouvrage *La dissuasion civile*



Ce contrat de recherche sur la défense civile non-violente sera à l'origine de la création, en avril 1984, de 'l'Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des conflits' (IRNC), association indépendante créée par Christian Delorme, François Marchand, Christian Mellon, Jean-Marie Muller et Jacques Sémelin et proche de la revue trimestrielle *Alternatives Non-Violentes*.

En avril 1986, cette revue publiera la réaction de diverses personnalités politiques, militaires et religieuses à l'ouvrage *La dissuasion civile* (voir § 2 ci-après).

Fin 1986, le Mouvement pour une Alternative non-violente (MAN) diffuse un 'quatre pages' rédigé par l'IRNC et intitulé *Une dissuasion civile non-violente**, destiné à l'information d'un large public.

Têtes de chapitre du document : La crise des dissuasions militaires. La défense civile de la société civile. Organiser le non-collaboration. Une défense démocratique de la démocratie. Créer un processus de transition. L'urgente nécessité de commencer.

+ Information sur l'ouvrage *La dissuasion civile*, sur le N° 59 de la revue ANV et point de vue du général Dominique Chavanat.





1985 : Colloque international sur "Les stratégies civiles de défense"

En novembre 1985, un colloque international sur "Les stratégies civiles de défense" est organisé par l'IRNC à Strasbourg.

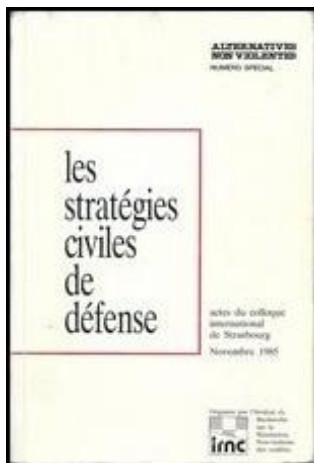
Pendant trois jours, une vingtaine d'intervenants provenant d'une dizaine de pays d'Europe occidentale, de Pologne et des États-Unis s'expriment devant un public très varié de près de 200 participants, parmi lesquels des officiers supérieurs, des universitaires, des représentants des Églises, des partis et des syndicats, et des militants de mouvements non-violents, écologistes, tiers-mondistes. Le colloque est destiné à faire le point sur l'état des recherches en matière de défense civile non-violente, confronter les conclusions et étudier la contribution de la résistance civile à une politique de défense dans le cadre géopolitique européen.

Les actes du colloque sont publiés en 1987 comme numéro spécial de la revue *Alternatives Non-Violentes* sous le titre *Les stratégies civiles de défense*.

Images :

- Le colloque de l'IRNC à Strasbourg fin 1985, avec le concours du Ministère de la Recherche et de la Technologie et du Ministère des Relations Extérieures.

- *Les stratégies civiles de défense : actes du colloque international de Strasbourg novembre 1985*, revue ANV, numéro spécial, 1987. Avec notamment Jean-Marie Muller, Theodor Ebert, Jacques Sémelin, Jan Zielonka, Hylke Tromp, Adam Roberts, Gene Sharp, Christian Mellon, Jean Van Lierde, Mickael Randle, Alex Schmid, Wilhem Nolte, Johan Niezing, Lennart Bergfeldt.



1986 : Jacques Sémelin

En octobre 1986, Jacques Sémelin soutient avec succès une thèse à la Sorbonne sur la résistance civile face au nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale.

À l'invitation de Gene Sharp, il part ensuite aux États-Unis pour travailler dans le cadre du *Program on Nonviolent Sanctions in Conflict and Defense* au Weatherhead Center for International Affairs, centre de recherche créé au sein de l'Université d'Harvard. Au cours de ce séjour, il rédige un ouvrage sur le sujet de sa thèse.

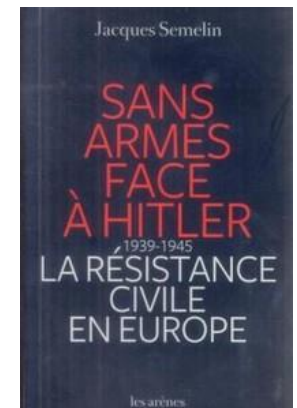
À partir de 1985, Jean-Marie Muller assure un cours sur la dissuasion civile non-violente à l'Institut d'Études Politiques de Lyon.



Images :

- Jacques Sémelin, *Sans armes face à Hitler, La résistance civile en Europe 1939-1943*, 1989.
- Images du haut : Logo et bâtiment du Weatherhead Center for International Affairs de l'université de Harvard à Cambridge (Massachusetts).

L'ancien *Program on Nonviolent Sanctions in Conflict and Defense* du Weatherhead Center et le Centre de Survie Culturelle, l'aile de recherche officielle de *Cultural Survival* (Survie Culturelle), association basée dans cette ville, ont été fusionnés en janvier 1995 en un *Program on Nonviolent Sanctions and Cultural Survival* pour étudier les problèmes de dictature, de guerre, de terrorisme, de génocide et d'oppression dans le contexte complexe des cultures et des événements qui forment la toile de fond de nombreux conflits en cours.





Les contacts IRNC-SGDN

L'IRNC, pendant plusieurs années, maintient des contacts avec des représentants du SGDN (Secrétariat Général de la Défense Nationale) et obtient des financements pour mener des études appliquées :

- *Énergie et dissuasion civile* (Olivier Serret, 1987),
- *Place et rôle des associations dans une stratégie de dissuasion civile* (Alain Refalo, 1988),
- *Place et rôle des collectivités locales dans l'organisation de la défense civile non-violente* (Éric Macé, 1989),
- *Perspectives pour la mise en œuvre concertée de stratégies civiles de défense dans plusieurs pays d'Europe* (Hugues Colle, avec Roland Vogt et Robert Polet, 1989).

Un numéro de la revue *Alternatives non-violentes* publié en octobre 1989 est consacré à l'exposé de toutes ces recherches menées par l'IRNC.



Images :

- Logo du 'Secrétariat Général de la Défense Nationale' (SGDN). Le SGDN est l'ancêtre du SGDSN actuel ('Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale').
- Alternatives Non-Violentes, *Stratégies non-violentes : où en est la recherche ?*, oct. 1989.



1993 : Colloque "Défense et citoyenneté en Europe"

À la même période, l'IRNC et le MAN, multiplient les contacts institutionnels et politiques, notamment avec le 'Parti socialiste' et 'Les Verts'. Ainsi, comme le souligne Jean-Marie Muller en 1989, « *la défense civile non-violente commence à trouver un espace institutionnel dans lequel elle est reconnue comme une composante possible et nécessaire de la défense globale de notre société.* »



Un second colloque est organisé par l'IRNC, en janvier 1993, sur le thème "Défense et citoyenneté en Europe" à l'Arche de la Fraternité (quartier de La Défense à Paris) dont la revue ANV publiera les actes. Christian Mellon, en conclusion de ce colloque, s'interroge sur les évolutions nécessaires en matière de défense après la chute de l'Union Soviétique. En référence au récent conflit bosniaque, il se demande s'il est « *possible d'organiser une projection de forces non-violentes assez nombreuses pour être efficaces, à la hauteur des enjeux et de l'importance du conflit ?* » La voie est alors désormais ouverte pour travailler sur ce qui deviendra « l'intervention civile de paix ».



- Image du bas : Numéro d'*Alternatives Non-Violentes* (ANV), « Défense et citoyenneté en Europe » n° 87, été 1993.



1995-1998 : Jean Marichez et Xavier Olagne

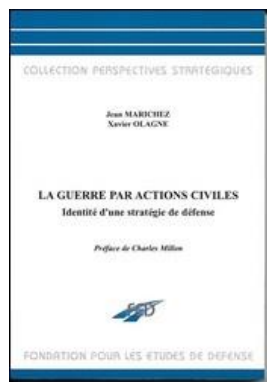
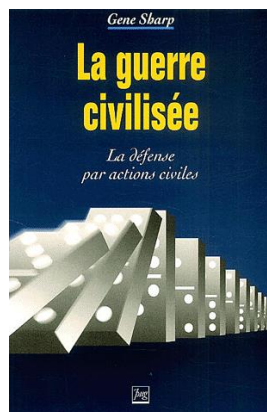
La réflexion sur la défense civile non-violente en France est néanmoins poursuivie pendant quelques années sous l'impulsion de Jean Marichez, fondateur du 'Collectif dissuasion civile', devenu ensuite 'Action Civile et Défense', avec le soutien de 'l'École de la paix' de Grenoble. Cherchant à se démarquer du MAN et de l'IRNC, cette association s'efforce de promouvoir les stratégies de défense non-violente dans une optique pragmatique et non politique.

Le livre de Gene Sharp *Civilian Based Defense* est publié en français en 1995 sous le titre *La guerre civilisée, la défense par actions civiles*.

Le livre *La guerre par actions civiles* est publié en 1998 par Jean Marichez et Xavier Olagne, le dernier ouvrage sur le sujet dans cette période.

Images :

- **Jean Marichez**, né en 1936, ingénieur ICAM, membre de l'association 'École de la paix' de Grenoble, fondée par Richard Pétris. Son collègue Xavier Olagne, né en 1964, est ingénieur des Mines.
- *La guerre civilisée, la défense par actions civiles*, de Gene Sharp, 1995 (traduction de l'ouvrage *Civilian Based Defense, a post-military weapons system*, 1990, à l'initiative de Jean Marichez).
- Jean Marichez, Xavier Olagne, *La guerre par actions civiles, Identité d'une stratégie de défense*, 1998. Sous l'impulsion de Jean Marichez et de 'l'École de la paix' de Grenoble, plusieurs ouvrages de Gene Sharp ont été traduits en français et publiés chez L'Harmattan.



1986 : Une commission en Suède

Certains gouvernements en Europe ont tenté d'avancer dans la mise en place d'une DCNV.

Ainsi, le Parlement suédois vote en 1986 la création d'une 'Commission spéciale pour la résistance non-militaire'. Incorporée au ministère de la Défense, elle porte ses premiers efforts sur des actions de sensibilisation et de formation, et sur l'organisation de nouvelles recherches.

En 1990, une conférence a lieu à Stockholm sur "Résistance non-militaire, composante possible d'une défense dissuasive ?". Le ministre de la Défense propose de commencer le lancement des préparatifs pour une mise en place effective de la résistance non-militaire. En 1994, la Commission est intégrée au sein de 'l'Agence nationale de défense psychologique'.

Toutefois, au fil des ans, la résistance civile non armée sort progressivement des radars de la défense globale suédoise, même si la défense civile demeure une composante importante de la défense totale du pays. Celle-ci a même été renforcée depuis 2014 (invasion de la Crimée par la Russie), mais il s'agit davantage de la protection civile de la population et des mesures concrètes pour survivre en temps de guerre.

Images :

- Le Parlement suédois (*Sveriges Riksdag*)
- Logo de la *Myndigheten för psykologiskt försvar* suédoise ('Agence nationale de défense psychologique'.)



1996 : La Lituanie

Il en sera de même pour les Pays Baltes. Après leur indépendance en 1990, plusieurs d'entre eux cherchent à intégrer la défense civile non-violente dans leur système de défense.

En Lituanie, le gouvernement avance sur un plan législatif en 1996 pour intégrer la résistance civile non-violente dans la politique de défense civile, avec le soutien de l'*Albert Einstein Institution* créée par Gene Sharp aux États-Unis. La Diète adopte en décembre 1996 la "loi sur les bases de la sécurité nationale de la Lituanie" qui donne des bases légales solides à la résistance civile non-violente*. En 2002, la défense civile non-violente fait partie intégrante du système de défense lituanien.

Toutefois, l'adhésion à l'OTAN en 2004 conduit à l'abandon progressif de cette expérience unique au monde.

* « *En cas d'agression ou de violation de son territoire ou de son ordre constitutionnel, les citoyens et leurs organisations doivent entrer en résistance civile – résistance non-violente, désobéissance et non-collaboration avec l'administration illégale – aussi bien que la résistance armée.* »

Basics of National Security, chapitre 7, 4^e section



LIETUVOS RESPUBLIKOS
SEIMAS

Images :

- Carte de la Lituanie et des 2 autres Pays baltes, l'Estonie et la Lettonie
- Logo de la Diète de Lituanie (*Lietuvos Respublikos Seimas*), Parlement monocaméral



Rien ne se fera sans une pression forte des sociétés civiles sur les gouvernants

Ainsi, à ce jour, aucun pays n'a véritablement mis en place une défense civile non-violente, y compris comme complément à la défense militaire conventionnelle. Les résistances culturelles sont importantes. Le poids de l'institution militaire et du lobby militaro-industriel et les nouvelles menaces plus précises, y compris militaires, font que les réflexes politiques ne plaident pas pour des méthodes atypiques de résistance.

C'est pourquoi il est essentiel que la société civile, d'abord dans les pays démocratiques, devienne le moteur de cette nouvelle approche de la défense, faute de quoi les gouvernements continueront à investir dans la défense exclusivement militaire.



Images :

- La *People Power* en 1986 aux Philippines fait chuter la dictature du président Ferdinand Marcos.

- Le livre de [Maciej Barthowski](#) *Nonviolent Civilian Defense to Counter Russian Hybrid Warfare* (Défense civile non violente pour contrer la guerre hybride russe) édité par l'*International Center on Nonviolent Conflict* (ICNC).

2 - Quelques points de vue de militaires sur l'ouvrage *La dissuasion civile*

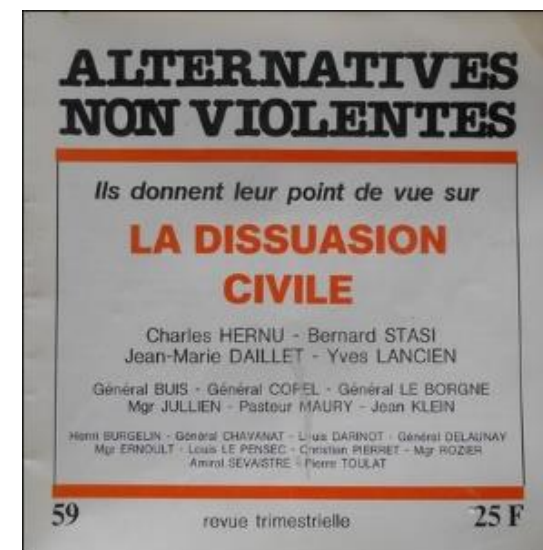
La revue trimestrielle *Alternatives non-violentes*, en avril 1986, publie des points de vue de diverses personnalités après la publication en 1985 de l'ouvrage *La dissuasion civile* de Christian Mellon, Jean-Marie Muller et Jacques Sémelin, saluée par certains comme « un évènement ».

Politiques : Charles Hernu, ministre de la Défense nationale; les députés Yves Lancien (RPR), Jean-Marie Daillet, Bernard Stasi (CDS-UDF), Louis Le Pensec, Louis Darinot, Christian Perret (PS)

Militaires : général Dominique Chavanat, général Claude Le Borgne, général Georges Buis, général Étienne Copel, général Jean Delaunay, contre-amiral Olivier Sevaistre

Religieux : P. Jacques Jullien, archevêque de Rennes; P. Joseph Rozier, évêque de Poitiers; P. Eugène Ernoult, évêque de Sens-Auxerre; Pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France; P. Pierre Toulat, secrétaire de la 'commission Justice et Paix' de la Conférence des évêques de France

Universitaires : Jean Klein (CNRS, IFRI, Pax Christi), Henri Burgelin (professeur d'histoire, Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale)





Général Dominique Chavanat :

1) « *Élargir les bases de la défense civile* »

Le général Dominique Chavanat, alors Directeur général de l'École Polytechnique, écrit :

« La thèse développée dans La dissuasion civile est capitale et restera sans doute un jalon essentiel de la réflexion sur la défense, pour deux raisons.

*D'abord parce qu'elle contribuera à faire prendre conscience de la nécessité d'**élargir les bases de la défense civile** : dans un affrontement global, où les ressorts comme les enjeux sont essentiellement psychologiques, une défense civile ne peut plus seulement reposer sur des mesures techniques élaborées et mises en œuvre par des administrations : il faut que le peuple entier soit prêt à participer, même sans armes, à la résistance. Si sa détermination est suffisamment forte et évidente, elle peut avoir une valeur dissuasive.*



Photo : Général **Dominique Chavanat**, né en 1931. Après St Cyr et Saumur, sert en Algérie, en France et en Allemagne et dans différents postes d'état-major. Directeur général de l'École Polytechnique (1985-1988). A beaucoup œuvré depuis de nombreuses années pour la diffusion d'un esprit de défense fondé sur l'information, la réflexion éthique et le dialogue entre tenants et critiques de la doctrine.

Général Dominique Chavanat :

2 - « Rechercher ensemble toutes les voies permettant de sauvegarder le bien commun »

Certes les auteurs, doutant de l'efficacité du système de défense armée, présentent la dissuasion civile comme une alternative souhaitable à aussi court terme que possible. Cette attitude apparaîtra évidemment utopique aux militaires et plus généralement aux hommes responsables hic et nunc de la conduite des affaires dans un monde dur et violent. Par ces hommes-là, la dissuasion civile sera considérée comme un complément capital, capable de valoriser la défense globale, et non comme une alternative. Il reste que malgré - ou à cause des difficultés - beaucoup de pistes proposées pour améliorer la défense civile doivent être explorées. ../..



Photo :

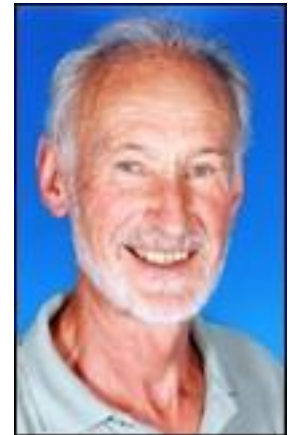
- Le général Régis Colcombet, intervenant sur le thème des Opex à la 2^e formation 'Intervention civile de paix' à Lyon en 2001 quand il était commandant.

Général Dominique Chavanat :

2 - « Rechercher ensemble toutes les voies permettant de sauvegarder le bien commun »

*Mais cette étude marquera une étape dans la réflexion sur la guerre pour une autre raison majeure : elle prouve qu'un changement de climat est intervenu et qu'il est désormais possible de voir les tenants de thèses considérées jusqu'ici comme inconciliables dialoguer sans polémiquer, **rechercher ensemble ou conjointement toutes les voies permettant de sauvegarder le bien commun**, au lieu de s'affronter au nom de leurs divergences sans autre résultat que d'affaiblir la valeur de l'ensemble.*

Cette excellente étude doit permettre l'élargissement des réflexions sur la défense civile (...). »



Photos : **Pierre Dufour**, né en 1934, ex-ingénieur mécanicien de l'École de l'Air, membre du MAN, cofondateur de *Balkan Peace Team*, vérificateur du cessez le feu dans les Balkans en 1988 pour l'OSCE.

Autres points de vue de militaires



Général Georges Buis : « *Une résistance civile est nécessaire. Elle doit prendre la forme de la désobéissance, du refus de l'autorité politique du vainqueur. (...)*

L'adversaire doit avoir qu'elle est dans les esprits et dans les cœurs. Il faut éduquer les volontés dans le sens d'un refus d'accepter la défaite ».

Photo :

- Le général de corps d'armée **Gorges Buis** (1912-1998), Résistant, Compagnon de la Libération, Directeur de l'IHEDN, premier président de la FEDN, membre de l' *L'International Institute for Strategic Studies* (IISS) de Londres

Autres points de vue de militaires

Général Étienne Copel : *« Les récits historiques de résistance civile sous la domination nazie m'ont fait découvrir une somme de faits, une quantité de possibilités d'action que je n'imaginais pas. De même, les propositions d'action pour rendre la société insaisissable me sont apparues plus concrètes que je le prévoyais. (...) »*



Pour moi, accepter l'hypothèse d'un échec de la dissuasion nucléaire, ce n'est pas favoriser cet échec, mais au contraire améliorer la dissuasion globale en prévenant l'adversaire que, même si la dissuasion nucléaire échoue, il aura beaucoup à perdre (défense classique) ou peu à gagner (dissuasion civile).

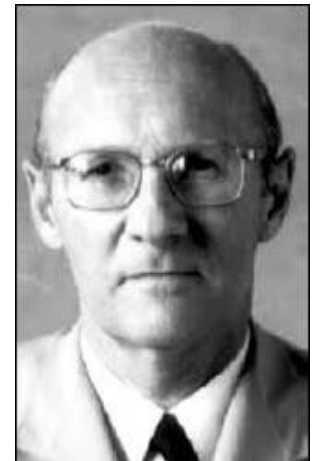
Entre la dissuasion nucléaire et la dissuasion civile, il y a aussi la dissuasion par les armes conventionnelles. Il faut l'améliorer. »

Photo :

- Le général **Étienne Copel**, né en 1935. Démissionne de son poste de Sous-chef d'état-major de l'Armée de l'air, afin de pouvoir exprimer librement sa conception de la politique de défense de la France.

Autres points de vue de militaires

Général Claude Le Borgne : *« L'ouvrage relate les tentatives non-violentes faites dans le cadre de la Seconde Guerre mondiale et de la résistance au nazisme, mais ne cache pas qu'il n'existe aucune expérience historique d'un succès de la non-violence face à une agression extérieure. Aussi bien les mesures préconisées pour notre défense sont-elles modestes et l'on ne peut qu'y souscrire : que l'on étudie enfin en haut lieu les possibilités de stratégie complémentaire qu'offre la non-violence; et que faute de pouvoir dès maintenant conclure, on "maintienne ouverte" l'option que les auteurs recommandent. »*



Photos :

- **Claude Le Borgne** (1921-2022), général de division. Plus de 40 ans au sein des troupes de Marine. A écrit de nombreux articles sur la stratégie, la fonction militaire, l'islam, et publié une dizaine de livres.

Autres points de vue de militaires

Général Jean Delaunay : « *Étude sérieuse qui fait des propositions concrètes et réalisables pour développer chez nous l'esprit de défense. (...) Je crie moi aussi que la dissuasion nucléaire n'est pas la panacée. (...) La dissuasion civile nécessite le consensus gouvernement-administration-"élites diverses" et corps intermédiaires. Cela réclame le développement de l'esprit d'initiative des fonctionnaires. Les autorités morales ont une grande importance. La police ne doit pas exécuter d'ordre illégaux. (...)*

Bravo pour ce que vous avez fait, mais de grâce, rappelez-vous que notre adversaire, qui est capable d'anéantir des tribus entières en Afghanistan, n'est guère accessible aux scrupules moraux. »*

* L'agression de l'Ukraine par l'armée russe de Vladimir Poutine en février 2022 et les crimes commis depuis lors par les troupes russes illustrent bien la pertinence de cette exhortation du général Delaunay. V. Poutine et quelques responsables russe font l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Photos :

- **Jean Delaunay** (1923-2019), chef d'état-major de l'armée de Terre française d'oct. 1980 à mars 1983. Démissionne de ses fonctions pour faire entendre son opposition à la réduction des effectifs et du budget de l'armée de Terre.



3 - Une initiative de 33 organisations de pays européens en 2020 pour promouvoir les alternatives non-violentes

Le 10 mars 2020, 33 d'organisations de 12 pays européens (UE et hors UE) demandent à David Sassoli, alors président du Parlement européen, et aux eurodéputés :

1 - une action en vue de la signature par le maximum d'États européens du 'Traité sur l'interdiction des armes nucléaires' (TIAN) voté par 122 pays à l'ONU en juillet 2017, et un rôle moteur de l'UE dans les processus internationaux de désarmement ;

2 - l'affectation de 10 % du futur budget européen de la défense à la formation et à l'envoi par l'UE de missions d'intervention civile de paix dans le cadre de sa politique de sécurité et de paix ;

.../...



Une initiative d'organisations de pays européens pour le désarmement nucléaire et les alternatives non-violentes

3 - sur le long terme, une action de l'UE en vue de l'information des députés, des gouvernants et des citoyens européens sur les stratégies non-violentes de défense face à un agresseur externe ou à un pouvoir illégitime et face à des dangers non militaires.



4 - La recherche sur la DCNV aujourd'hui



On l'a vu, la recherche sur les alternatives non-violentes de défense est née après la Seconde Guerre mondiale, motivée par la menace existentielle posée par les armes nucléaires. Mise en sommeil après l'effondrement du communisme en Europe de l'Est, elle devient à nouveau d'actualité après l'agression de l'Ukraine par la Russie de Vladimir Poutine, au moins comme complément à la défense militaire conventionnelle.



4-1 - Le colloque de Bielefeld en sept. 2024

De nombreux chercheurs pionniers dans ce domaine restent actifs. Un colloque est organisé les 6 et 7 septembre 2024 à l'Université de Bielefeld et en visioconférence par l'*Institut für Friedensarbeit und Gewaltfreie Konfliktaustragung (IFGK*, Institut pour le travail sur la paix et la transformation non-violente des conflits), en coopération avec le *Bund für Soziale Verteidigung* et *Wehrhaft ohne Waffen*.

Les concepts utilisés sont en anglais la *Civilian Based Defence* ou CBD ('Défense fondée sur les civils'), en allemand la *Soziale Verteidigung* ('Défense sociétale') et en français la 'Défense civile non-violente' (DCNV).

Images :

- Logo de *Wehrhaft ohne Waffen* ('Défense sans armes')
- Logo du *Bund für Soziale Verteidigung* ('Association pour la défense sociétale')
- Logo de l'*Institut für Friedensarbeit und Gewaltfreie Konfliktaustragung (IFGK*, Institut pour le travail sur la paix et la transformation non-violente des conflits')



Le colloque international de septembre 2024 à Bielefeld

À ce colloque interviennent, le 6 septembre :

DCNV : l'état de la question

- **Brian Martin**, professeur honoraire à la *Wollongong University* (Australie) ;
- **Jorgen Johansen**, militant et directeur de *Irene Publishing* : Témoignage personnel ;
- **Karen Kennedy**, enseignante à l'université de New England (Australie) : Conditions sociétales de la DCNV ;

Expériences récentes de résistance civile non-violente

- **Julia Kramer**, cheffe de projet au *Ziviler Friedensdienst* : La guerre au Soudan ;
- **Felip Daza Sierra**, enseignant à Sciences Po Paris et membre de NOVACT (Barcelone) : La résistance civile non-violente en Ukraine ;
- **Maria Cardenas Alfonso**, enseignante à la *J. W. Goethe-Universität* de Frankfurt-am-Main : *Autonomous Community Protection Systems* en Colombie ;



Intégrer le débat sur la défense dans des contextes plus larges : prévention et transformation des conflits

- **Martin Arnold**, chercheur-formateur en résolution non-violente des conflits à l'IFGK ;
- **François Marchand**, cofondateur de l'IRNC, membre du board de *Nonviolent Peaceforce* ;
- **Alexandre Christoyannopoulos**, enseignant à la *Logborough University* (GB) ;

Le colloque international de septembre 2024 à Bielefeld

Forum sur les exemples historiques

- **Barbara Müller**, membre de l'IFGK : Exemples historiques de résistance non-violente ;
- **Kevin Kaisig**, doctorante à la *Universidad de Granada* : Exemples historiques ;

Forum sur la transformation des conflits et la DCNV

- **Anne Dietrich**, politologue à l'IFGK : Transformation des conflits et DCNV ;
- **Eli McCarthy**, enseignant à la *Georgetown University* (USA) : DCNV

Conclusion : La construction de relations comme moyen de défense

- **Molly Wallace**, enseignant à la *Portland State University* (USA) : Repenser les stratégies non-violentes et militaires ;

Images : La défense civile n'est pas qu'une affaire masculine...

- Julia Kramer, formatrice à *Entwicklungspädagogisches Informationszentrum* (Epiz) de Reutlingen, intervenante civile de paix au Soudan
- Barbara Müller, historienne, membre de l'IFGK
- Anne Dietrich, ethnologue et formatrice à l'IFGK
- Maria Cardenas Alfonso, enseignante à la *Goethe-Universität* : les communautés de paix en Colombie ;





4-2 - Le numéro spécial sur la DCNV de la revue *Alternatives non-violentes* en déc. 2024

En décembre 2024 paraît un numéro spécial sur la DCNV de la revue *Alternatives non-violentes*. Les diapos ci-après présentent très brièvement quelques articles de ce numéro et leurs auteurs ou autrices.

Table ronde sur la Défense civile non-violente (DCNV) : Cécile Dubernet, Georges Gagnaire, François Marchand, François Vaillant, et Alain Refalo. Thèmes abordés :

Défendre la démocratie et la souveraineté. Continuité entre les luttes sociales et écologiques et la lutte pour la défense de la démocratie.

La DCNV aujourd'hui est-elle une alternative ou un complément à la défense militaire : les deux peuvent-elles s'articuler ? Comment savoir si elle a un effet dissuasif ?

Deux menaces étudiées : la menace cybernétique, le bloc européen d'extrême droite.

Déconcentration des moyens de production et de distribution de l'électricité.

La bataille culturelle pour populariser le concept de DCNV.



Images :

- Le n° 213 (déc. 2024) de la revue ANV.
- Un dessin de l'humoriste Lécroart dans ce numéro.



Table ronde (suite)

Dans le cas des Pays baltes et du Kosovo, l'arrivée de l'OTAN dans le jeu a fait disparaître tous les acquis de la résistance civile.

La construction d'une DCNV transnationale est une bonne idée au niveau européen.

La mise en place de la DCNV par le haut ou par le bas ?

Les conditions de faisabilité :

- Adhésion de la population à la faisabilité de la DCNV,
- Absence ou insuffisance d'armes disponibles,
- Degré ressenti des menaces.

Responsabilité des civils dans la sécurité humaine, concept développé à l'ONU depuis 30 ans.

Images :

- **Cécile Dubernet**, enseignante-chercheuse à l'Institut Catholique de Paris, directrice du diplôme universitaire (DU) 'Intervention civile de paix'

- **François Vaillant**, rédacteur en chef de la revue *Alternatives non-violentes*.

- **François Marchand**, cofondateur de l'IRNC, coprésident de 'Non-violence XXI', membre du *board* international de *Nonviolent Peaceforce* et membre du 'Comité français pour l'Intervention civile de paix.

- **Georges Gagnaire**, membre du MAN-St Étienne et membre du Comité de rédaction de la revue ANV.



Réponses à quelques objections courantes sur la DCNV

Alain Refalo



- 1) La DCNV n'est pas dissuasive, elle ne peut empêcher une agression.
- 2) Un pays sans armes n'est-il pas une proie désignée pour un agresseur ?
- 3) Les résistants non-violents ne pourront pas s'opposer efficacement à la répression, voire à la mort de certains d'entre eux.
- 4) La DCNV n'a jamais été mise en place ni expérimentée. C'est une théorie sans prise sur la réalité.
- 5) L'adoption d'une DCNV est inconcevable aujourd'hui, car elle implique un haut degré de cohésion sociale et de consensus politique.
- 6) Les cas de résistance civile en Europe durant l'occupation nazie sont limités dans le temps et dans l'espace. Leur succès relatif ne permet pas de prouver la validité et l'efficacité d'une DCNV.
- 7) Quelle serait l'efficacité d'une DCNV face à un adversaire dépourvu de tout scrupule moral ?
- 8) Il y aura toujours une minorité de collaborateurs pour enrayer la stratégie de DCNV.
- 9) Cette forme de résistance ne nécessite-t-elle pas un bonne dose de courage, voire d'héroïsme ?
- 10) La DCNV est incapable d'assurer la protection et l'intégrité de vastes territoires à faible densité humaine.
- 11) La DCNV est inutile pour conjurer la menace climatique, menace principale sur notre avenir commun.

Images : Le 23 août 1989, une chaîne humaine longue de 687 kilomètres relie Vilnius à Tallin en passant par Riga, et marque l'opposition des trois Pays baltes au régime soviétique.



"Se défendre sans armes" : une campagne de défense sociétale en Allemagne

Christine Schweitzer

Le concept de *Soziale Verteidigung*, les apports de Theodor Ebert.

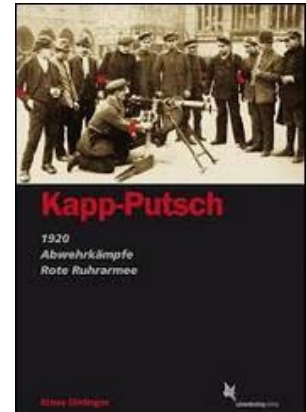
Exemples de défense sociétale en Allemagne : en 1920, l'échec du putsch de Kapp ; en 1923, la lutte contre l'occupation belgo-française de la Ruhr.

Le congrès "Les chemins de la défense sociétale" à Minden en 1988 et la création du Bund für *Soziale Verteidigung* (BSV)

Les conférences du BSV : 2018, 2023, la conférence internationale à Bielefeld en 2024.

La campagne *Wehrhaft ohne Waffen* ('Se défendre sans armes') : Wendland, Berlin, HochRhein.

La marginalisation du mouvement depuis l'agression de l'Ukraine.



Images :

- Un livre sur le putsch (13-17 mars 1920) avorté mené par une brigade commandée par le général Walther von Lüttwitz en soutien à Wolfgang Kapp, fondateur en 1917 du 'Parti de la patrie allemande', d'extrême droite.
- Conférence de *Wehrhaft ohne Waffen* au Salon politique d'Essen en nov. 2018
- [Christine Schweitzer](#), née en 1959, directrice de l'IFGK et du BSV



Lettonie : un nouveau visage pour la DCNV ?

Amber French



Le concept de 'défense combinée' ou de défense globale (*Whole of Society Defense*) : la coopération entre les civils et les forces armées.

Les programmes d'éducation à la défense et de « préparation à la crise » dans les lycées.

L'action non-violente dans la section 'Action des résidents en cas de guerre' de la brochure "Que faire en cas de crise".

L'esprit de défense et de résilience dans les écoles : la lutte contre la propagande russe et l'éducation à l'usage des médias, priorités actuelles du ministère de la Défense.

Envisager l'action non-violente combinée à l'action armée ?

Images :

- **Amber French**, chercheuse et formatrice franco-étatsunienne. Membre de l'*International Center on Nonviolent Conflict* (ICNC), rédactrice en chef du blog *Minds of the Movement* de l'ICNC, professeure adjointe à 'l'École européenne des sciences politiques et sociales' (ESPOL) de Lille, où elle donne un cours sur la résistance civile, membre du comité de rédaction de la revue *Alternatives non-violentes*.

- Logo du *Whole-of-Society Defense Resilience Committee* de la République de Taiwan rattaché à la Présidence du pays.



L'importance de la préparation et de la planification

Alain Refalo

L'analyse comparée des cas de résistance civile fait ressortir des constantes susceptibles de structurer la mise en place d'une DCNV. La résistance civile met parfois en lumière les limites de la spontanéité, ce qui n'est pas le cas avec une DCNV préparée à l'avance.

Les résistances civiles spontanées, et les résistances civiles organisées et planifiées : les exemples durant la 2^{ème} Guerre mondiale, en Tchécoslovaquie en août 1968, dans la lutte contre Milosevic en 2000 (le mouvement *Otpor*).

Évaluer à l'avance les objectifs probables d'un pouvoir usurpateur afin de préparer les stratégies qui viendront contrecarrer ses intentions.

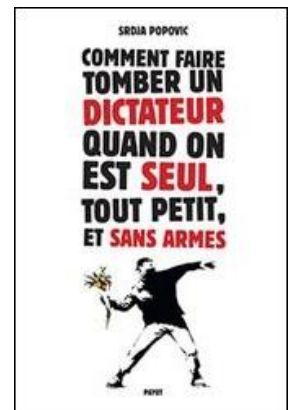
La formation et l'entraînement des agents des institutions et de la population.

Rendre la société insaisissable par un agresseur ou un dictateur : inexploitable au plan économique, ingouvernable au plan politique, incontrôlable au plan psychologique.

Les conditions de la DCNV : une volonté politique et une mobilisation de la société civile.

Les pesanteurs culturelles et blocages idéologiques sont tels qu'il n'est pas envisageable, à court et à moyen terme, de penser la DCNV comme une alternative à la défense militaire. La priorité est de convaincre les décideurs politiques et institutionnels de la pertinence d'investir dans la composante civile et non-violente de la défense.

Images : Le mouvement *Otpor* (« Résistance »), organisation politique non-violente créée en Serbie en 1998 avec le soutien de l'organisation étatsunienne *National Endowment for Democracy* inspirée par Gene Sharp, est l'un des acteurs majeurs de la chute du régime de Slobodan Milošević.





Une vraie DCNV en Lituanie

François Marchand

Le succès de la résistance civile lors de la révolution de 1990 a créé les conditions favorables pour introduire les méthodes non-violentes dans le système de sécurité de la Lituanie après sa déclaration d'indépendance.

La DCNV a été votée puis mise en place avec un effet réel de dissuasion face à la menace soviétique puis russe, très élevée jusqu'en 1993.

Puis le pays s'est rapproché de l'OTAN et y a adhéré en 2004 en réaction à la menace russe montante.

Depuis, les efforts de défense se sont concentrés sur la stratégie armée, entraînant un estompage progressif de la DCNV jusqu'à sa quasi-disparition à partir de 2022. (voir aussi au §1 de ce diaporama : '1996 : La Lituanie')



Images :

- Le 13 janvier 1991, la population lituanienne sans armes bloque les chars et les troupes russes à l'assaut de la tour de Vilnius.

- **Gražina Miniutaitė** (1948-2013), chercheuse à 'l'Institut lituanien de philosophe et de sociologie' et membre du Bureau international consultatif du *M.K. Gandhi Institute for Nonviolence* étatsunien,

- et son ouvrage *Nonviolent resistance in Lithuania - A Story of Peaceful Liberation* (2002) publié par l'*Albert Einstein Institution* fondée par Gene Sharp.

Elle estime en 2002 que le concept lituanien de DCNV se situe clairement dans une approche pragmatique, à l'opposé d'une approche 'pacifique' qui préconiserait une alternative à la défense militaire. La DCNV est mise en place parce que « *dans certaines circonstances, elle est plus efficace que la défense militaire.* » Elle compare la défense lituanienne à la défense totale de la Suisse (*GesamtVerteidigung*) composée de défense militaire, de guérilla et de défense non-militaire, mais elle s'interroge sur la compatibilité de la guérilla armée et de la résistance non-violente.



Kosovo : De la résistance civile à une DCNV

François Marchand

Le peuple kosovar a su réagir de manière non-violente dès 1990 au dictateur serbe Slobodan Milosevic qui voulait abolir l'autonomie du Kosovo.

Un président, Ibrahim Rugova, est élu clandestinement, les écoles 'parallèles' maintiennent la langue albanaise et la culture kosovare, un système parallèle de santé fonctionne, financés par une contribution volontaire de 3% des revenus collectée par un millier de collecteurs volontaires

Mais la communauté internationale, dans les accords de Dayton en déc. 1995 excluent le Kosovo, et tout bascule dans la résistance violente de la *KLA*, l'armée de résistance kosovare. L'intervention militaire de l'OTAN a lieu en 1999.

Toutefois, la résistance non-violente organisée a privé Milosevic d'un *casus belli* : elle eu un effet dissuasif pour empêcher une occupation militaire totale du Kosovo par les troupes serbes. Elle a permis à la population de vivre, elle a évité pendant 7 ans une occupation militaire.



Images :

- Ibrahim Rugova (1944-2006), président du Kosovo de mai 1992 à janvier 2006.
- Emblème du *Sindikata e Bashkuar e Arsimit, Shkencës dhe Kulturës e Republikës së Kosovës*, Union syndicale pour l'enseignement et la culture de la République du Kosovo.
- *L'école du peuple - Dix ans de luttes non-violentes au Kosovo - 1990-1999*, par Jean-Yves Carlen, Jean-Claude Moog et Jean-Marc Muller, 2024.





Éduquer à la citoyenneté dans le monde numérique

Entretien avec le général **Olivier Kempf**

Les actions malveillantes cybernétiques sont à 80 % de l'espionnage, à 15 % de l'ingérence (manipulation, intoxication, etc.) et à 5 % seulement du sabotage.

L'essentiel de la cybercriminalité contre les Français provient autant d'Étatsuniens, d'Anglais et d'Israéliens que de Russes, Chinois ou Nord-Coréens. Les cibles sont aussi civiles : banques, infrastructures électriques, etc.

Il existe à la fois une bataille sur les esprits et une bataille sur les infrastructures et les données.

Éduquer à la citoyenneté dans le monde numérique est un objectif fondamental pour la défense de la société démocratique.

Les fragilités intérieures sont aujourd'hui beaucoup plus anxiogènes et conflictuelles que la menace extérieure. Le cyber est aussi un outil qui permet de regrouper efficacement des personnes et de organisations sur des cause d'intérêt commun.

Dans le domaine cybernétique, la dissuasion n'a pas beaucoup de sens, les attaques se font discrètement, les ripostes aussi...



Images :

- Dessin de Lécroart dans ANV n° 213

- Le général **Olivier Kempf** a mené une carrière militaire autour de trois axes principaux : l'opérationnel (Koweït, ex-Yougoslavie, Côte d'Ivoire, Bosnie, Tchad) ; les relations internationales (tout particulièrement dans le cadre de l'OTAN) ; la recherche, l'enseignement et la publication. Il anime la collection 'Cyberstratégie' aux éditions Économica. Il est également directeur associé du cabinet de synthèse stratégique 'La Vigie' et chercheur associé à l'IRIS ('Institut de relations internationales et stratégiques')

Qui menace qui ?

Patrice Bouveret



Les menaces sont une construction sociale avant d'être une réalité, d'où la nécessité d'identifier qui formule telle ou telle menace à destination de quel public pour ne pas se laisser entrainer et piéger par une perception et des narratifs définis par d'autres.

La France privilégie l'approche des menaces par les instances étatiques, elle ne s'appuie pas sur la perception de la population et des corps intermédiaires et ne vise pas à les impliquer dans la défense.

On assiste à une disparition progressive des frontières entre les menaces intérieures et extérieures : migration, menace terroriste, changement climatique, crises économiques, pénuries alimentaires ou énergétiques, attaques cybernétiques, etc.

La priorité mise dans le développement des technologies (accumulation et stockage de données numériques, robotisation, Intelligence artificielle, etc.) pour répondre aux risques sécuritaires est une illusion et génère de nouveaux risques.

Un débat de société permettrait de s'interroger ensemble sur les causes structurelles qui sont à l'origine des crises successives que vivent nos sociétés et d'élaborer des perspectives pour y faire face.



Images :

- Dessin de Lécroart dans *ANV* n° 213 : « *Changement de directive : nous allons devoir combattre de nouveaux gaz. Les gaz à effet de serre.* »

- **Patrice Bouveret**, cofondateur et directeur de 'l'Observatoire des armements', centre indépendant d'expertise créé à Lyon en 1984, et directeur de la revue d' l'ObsArm, *Damoclès*.



La sécurité, l'OTAN et nous

Bernard Dréano

Totalement dominée par les États-Unis, l'alliance de l'Otan n'est pas établie entre égaux. Au Kosovo en 1998-99 et plus encore lors de la très longue présence de l'OTAN en Afghanistan de 2001 à 2011, ce sont les Étatsuniens qui ont fixé la stratégie politique et militaire.

L'OTAN est d'abord une agence productrice de normes, de types d'armement, de méthodes de management.

La logique assurantielle de l'art. 5 du traité explique la popularité de l'Otan dans les pays d'Europe centrale, baltes ou balkaniques, auprès des opinions publiques.

D'autres institution pourraient servir de base à une sécurité collective : le Conseil de l'Europe, et l'OSCE, 'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe', qui n'ont pas de prérogatives et très peu de moyens.

Aujourd'hui, la question pratique n'est pas de quitter l'Otan. Elle est d'interpeller nos gouvernants sur les politiques à court terme, les stratégies à long terme et les décisions militaro-industrielles, que ce soit sus couvert de l'Otan (en Ukraine) ou non (en Palestine).

L'Otan vient de publier un rapport soulignant que la crise climatique est le défi sécuritaire majeur de notre temps. Ne faut-il pas l'interpeller sur le fait que les choix des gouvernements, des armées, de l'Otan elle-même, contribuent à la crise climatique comme premiers pollueurs de la planète ? ■



Images :

- L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord - OTAN (*North Atlantic Treaty Organization* : NATO) est l'organisation politico-militaire mise en place en 1949 face à l'Union soviétique par les pays signataires du traité de l'Atlantique Nord en vue de leur sécurité et défense collectives.

- **Bernard Dréano**, président du Cédetim ('Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale'), cofondateur de 'l'Assemblée européenne des citoyens' (*Helsinki Citizens Assembly*- France), auteur de nombreux ouvrages dont *Jours gris* et *Nuages d'acier sur l'Ukraine*.